**EN**

**Plenary 4 report: A Europe in ecological transition**

All the participants in the plenary agreed that the ecological challenge is the biggest challenge of our time and that developing a policy for ecological transition is not just about making different daily choices but is without doubt a central part of our common political work. It is about building an alternative to the politics dictated by the neoliberal lobbies and choices in Europe. During this plenary session, the various speakers endeavoured to define the content of a politics of ecological transition for the 21st century. A politics that takes into account the changing context of the relationship between the individual and natural resources. If the 20th century was the century of large-scale exploitation of coal and oil, the 21st century is the century of dwindling natural resources. This new relationship is forcing us radically to change our paradigm by developing a politics outside the dominant economic system: namely, capitalism.

The various speakers then presented several proposals that could form part of a new policy for ecological transition. Firstly, some emphasised the importance of the democratisation of energy policy, which must go hand in hand with the democratisation of economic policy. We have to stop relying on energy that is controlled by large private oligopolies, such as in Spain, where electricity is amongst the most expensive in Europe. To that end, a proposal was outlined for the creation of energy co-operatives, which are democratically controlled by workers. Some suggestions were then presented about developing a policy for ecological transition at a global level. The Paris Agreement, while imperfect, provides an important regulatory framework, which can impose limits on our economic policy. A “Green New Deal” could be proposed as a programme of ecological transition at the European level: notably including a redefinition of the European Central Bank's policies by imposing compliance with ecological criteria on it or the use of the European Investment Bank as a climate bank. A new foundation for multilateral relations at a global level could also be achieved by requiring other countries to respect the environment.

Finally, the speakers at the plenary session recalled the inseparable link between ecological and social issues. The redistribution of resources is a prerequisite for the development of any ecological transition policy and the establishment of an essential power relationship with the dominant class. We need to unite the popular classes and actively to involve them in this new politics together with social movements and trade unions.

**FR**

**Compte-rendu Plénière 4 : Une Europe en transition écologique**

Tous les participant(e)s de la plénière se sont accordé(e)s que le défi écologique est le défi de notre temps et qu’élaborer une politique de transition écologique n’est pas d’effectuer des choix quotidiens différents mais bien une partie centrale de notre travail politique commun. Il s’agit de construire une politique alternative à celle dictée par les lobbies et les choix néolibéraux en Europe. Lors de cette plénière, les différent (e) s intervenant (e) s se sont efforcé(e)s de définir le contenu d’une politique de transition écologique pour le XXI siècle. Une politique qui prend en compte le changement de contexte au niveau de la relation entre l’individu et les ressources naturelles. Alors que le XX siècle était le siècle de l’exploitation à grande échelle du charbon et du pétrole, le XXI siècle est celui de la raréfaction des ressources naturelles. Cette nouvelle relation nous oblige à changer radicalement de paradigme en élaborant une politique en dehors du système économique dominant, le capitalisme.

Les différent (e) s intervenant (e)s ont ensuite présenté plusieurs propositions qui pourraient faire partie d’une nouvelle politique de transition écologique. Premièrement, certain(e)s ont mis l’accent sur l’importance de la démocratisation de la politique énergétique qui doit aller de pair selon eux avec une démocratisation de la politique économique. Il faut en finir avec une énergie contrôlée par de grands oligopoles privés comme en Espagne où l’électricité est une des plus chères d’Europe. Pour cela, une proposition de création de coopératives d’énergie contrôlée démocratiquement par les travailleurs/travailleuses a été évoquée. Ensuite, ont été présentées quelques pistes pour élaborer une politique de transition écologique au niveau global. L’Accord de Paris, bien qu’imparfait constitue pour cela un cadre réglementaire important qui peut imposer des limites à notre politique économique. Un « Green New Deal » pourrait être proposé comme programme de transition écologique au niveau européen comprenant notamment une redéfinition de la politique de la Banque Centrale européenne en lui imposant le respect de critères écologiques ou l’utilisation de la Banque européenne d’investissement comme banque du climat. Une refondation des relations multilatérales au niveau mondiale pourrait également être effectuée en imposant aux autres pays le respect de l’environnement.

Finalement, les intervenant(e)s lors de la plénière ont rappelé le lien indissociable entre les questions écologiques et sociales. La redistribution des ressources est un préalable pour l’élaboration de toute politique de transition écologique et la création d’un rapport de force avec la classe dominante indispensable. Il est nécessaire d’unir les classes populaires et de les faire participer activement à cette nouvelle politique en conjonction avec les mouvements sociaux et les syndicats.